inter aide
Lancement et suivi de programmes concrets de développement

AFD

Amélioration de l'accès à l'eau et des conditions d'hygiène et d'assainissement, renforcement des services de maintenance des ouvrages hydrauliques

Ethiopie, Haïti, Madagascar, Malawi, Mozambique et Sierra-Leone

Synthèse d'évaluation

Version provisoire

Avril 2017

HYDROCONSEIL
Ingénieur-conseil : eau potable, environnement, services publics

Table des matières

A. Introduction 5
B. Les projets évalués sont de qualité.....6
C. Des résultats atteints 8
C.1. Préambule 8
C.2. Résumé des résultats atteints 9
C.3. Des ouvrages de qualité et durable..... 9
C.4. Les actions de sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement focalisés sur les connaissances et attitudes 10
D. La pertinence et viabilité des modèles de maintenance.....12
D.1. La pertinence des modèles de gestion et de maintenance..... 12
D.2. Durabilité des systèmes..... 14
D.3. Une approche pilote pour la chloration de l'eau à domicile 16
E. Les approches transversales.....17
E.1. Genre 17
E.2. Intégration de la jeunesse..... 17
E.3. Préservation de l'environnement 17
F. Efficacité des processus de diffusion interne et externe 18
F.1. Les actions de partage des enseignements tirés des approches et diffusion des modèles 18
F.2. La plus-value de la capitalisation et de partage des pratiques 18
G. Les leçons apprises.....20
H. Les recommandations 21
I. Annexes : Résultats atteints par pays.....24

AVERTISSEMENT
Ce document a été préparé avec l'aide financière d'Inter Aide. Les points de vue exprimés sont ceux des consultants et ne peuvent en aucun cas refléter l'opinion de l'ONG Inter Aide

Titre : Synthèse d'évaluation
Statut du document : provisoire
Client : Inter Aide sur Financement AFD
Consultant : HYDROCONSEIL (France)
Date de soumission du présent document : 14/04/2017 (version électronique)
Numéro de révision : 01
Personnes ayant contribué à l'écriture du rapport : Antoine Delepière, Jérémie Hedoin, Aurélien Geay
Coordination, édition et assurance qualité : Cédric Estienne
Des commentaires ou questions sur ce rapport ? Ecrire à : Hydroconseil@hydroconseil.com
Photo de couverture : Madagascar Malawi, Ethiopie, crédit Hydroconseil

Sigles et abréviations

Sigle	Signification
ADC	Area Development Committee
AEP	Adduction d'Eau Potable
AFD	Agence Française de Développement
AM	Area Mechanic
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
BASEDA	Basic Services Development Agency
BE	Bureau de l'Eau (Ethiopie)
BH	Bore Hole
CONGOMA	Council for Non Gouvernemental Organisations in Malawi
CP	Convention Programme
CUE	Comité d'usager de l'eau
DAL	Défécation à l'Air Libre
DHO	District Health Office
DWO	District Water Officer
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement
EPM	Enquête périodique auprès des ménages
FDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
GVH	Group Village Head (sous division du TA au Malawi)
HEW	Health Extension Worker
HSA	Health Surveillance Assistant
HP	Hand Pump
IA	Inter Aide
JICA	Japanese International Cooperation Agency
JMP	Joint Monitoring Program
KAP	Knowledge Aptitude and Practice
MoAIWD	Ministère de l'Eau et de l'Irrigation (Malawi) Ministry of Agriculture, Irrigation and Water Development
MWR	Ministère des Ressources Hydriques (Ethiopie)
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PASPED	Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty (Ethiopie)
PHAST	Participatory Hygiene And Sanitation Transformation
RCBDIA	Rural Community Based Development Initiative Association
RP	Responsable Programme
RWSN	Rural Water Supply Network
SW	Shallow Well
TA	Traditional Authority (sous division d'un district au Malawi)
VHC	Village Health Committee
VLOM	Village Level Operation and Maintenance
WASH	Water, Sanitation and Hygiene
WMA	Water Monitoring Assistant
WP	Water Point
WPC	Water Point Committee
WWO	Water Woreda Office

Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux d'Inter Aide.

Fiche synthétique

Pays	**Ethiopie, Haïti, Madagascar, Malawi, Mozambique, et Sierra Léone**
Titre du programme	**Amélioration de l'accès à l'eau et des conditions d'hygiène et d'assainissement, renforcement des services de maintenance des ouvrages hydrauliques**
Localisation	**Régions d'intervention d'Inter Aide**
Cible	Populations sans accès à l'eau potable des régions ciblées par Inter Aide
Bénéficiaires	1 740 000 personnes
Interventions	Infrastructures eau et assainissement ainsi que sensibilisation Renforcement des capacités
Durée de l'action	36 mois
Budget	Montant total : **5 372 613 Euro** dont **2 499 620 euros de l'AFD (46.53%)**
Version du Rapport	Version Finale

Notation du programme par la mission d'évaluation	**A**	**B**	**C**	**D**
Atteinte des résultats suivant les indicateurs	**A**			
Pertinence et la viabilité des modèles de services de maintenance	**A**	**B**		
Etat des lieux constructif des aspects transversaux (genre, jeunesse, protection de l'environnement)		**B**	**C**	
Efficacité des processus de diffusion interne et externe des pratiques et modèles		**B**	**C**	
A = Très satisfaisant; B = Satisfaisant; C = Consolidation nécessaire ; D = Marge de progression importante				
Variabilité des résultats suivant les pays d'où la notation à plusieurs niveaux / Détails dans le rapport final.				

A. Introduction / Contexte

Dans le cadre de la convention programme signée entre l'Agence Française de Développement et Inter Aide il est prévu une évaluation des actions menées.

Cette évaluation s'est déroulée entre les mois de Mars et Avril 2017. 3 visites de terrain (en Ethiopie, au Malawi et à Madagascar) ont permis une récolte de données qualitatives au travers des visites de sites et des discussions avec les équipes des projets. Une équipe de deux évaluateurs a été mobilisée pour cette étude répartie entre Ethiopie/Malawi et Madagascar.

L'évaluation reposait sur un certain nombre de questions évaluatives se focalisant sur les résultats obtenus et leur durabilité, la qualité des ouvrages réalisés et la pertinence, la pertinence et la viabilité des modèles de service de maintenance mises en œuvre par les projets. Un état des lieux constructifs et des recommandations sur la prise en compte de thématiques transversales (genre, intégration de la jeunesse, préservation de l'environnement) et l'efficacité des processus de diffusion interne et externe des modèles (contribution à l'extension et au passage à l'échelle) font également partie des éléments à évaluer.

La Convention Programme II établie entre Inter Aide et l'Agence Française de Développement vise à améliorer l'accès à l'eau et les conditions d'hygiène et d'assainissement, renforcement des services de maintenance des ouvrages hydrauliques dans les régions ciblées dans 6 pays : Ethiopie, Haïti, Madagascar, Malawi, Mozambique, et Sierra Léone entre Juillet 2017 et Juin 2017.

L'objectif spécifique de la convention programme est d'améliorer durablement les pratiques d'hygiène, de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations rurales des régions cibles ainsi que de Renforcer et améliorer les services de gestion et d'entretien des points d'eau.

Il était prévu 4 résultats principaux :

1. **Les aptitudes et pratiques d'hygiène des familles rurales et l'assainissement des villages sont améliorés ;**
   - Diagnostiquer et analyser la situation sanitaire des régions et sélectionner les zones d'intervention prioritaires
   - Sensibiliser les familles aux bonnes pratiques en matière d'hygiène, d'utilisation de l'eau, voire les encourager pour la chloration à domicile et les impliquer dans l'amélioration de leur situation sanitaire
   - Former des intervenants communautaires pour la diffusion des messages d'hygiène et le suivi des pratiques au niveau des familles
   - Suivre et évaluer l'acquisition des connaissances et l'évolution des pratiques, dont l'utilisation et le renouvellement des latrines.
2. **L'accès à l'eau potable des communautés rurales est durablement amélioré ;**
   - Appuyer les communautés pour la construction et la réhabilitation d'ouvrages hydrauliques protégés.
   - Encourager et suivre la chloration à domicile.
   - Assurer un contrôle technique des ouvrages et de la qualité de l'eau.
   - Appuyer les institutions de l'eau pour la création de normes concernant la validation technique des ouvrages (hormis Haïti où les institutions de l'eau sont absentes des zones d'intervention).
3. **Des dispositifs de gestion et d'entretien régulier des systèmes d'AEP -financés par les usagers- sont établis ou renforcés au niveau de chaque point d'eau créé ou réhabilité dans les zones ciblées.**

- Renforcer les capacités d'action et de gestion des infrastructures hydrauliques des groupements communautaires.
- Suivre l'évolution et les capacités des usagers et des groupements communautaires pour entreprendre et financer la maintenance de leurs ouvrages.

4. **Des réseaux et services (institutionnels ou privés) de maintenance sont établis afin de répondre efficacement aux besoins de maintien de l'approvisionnement en eau potable dans les zones cibles.**
   - Des états des lieux des couvertures en eau potable et de l'état de fonctionnement des points d'eau sont réalisés dans les zones ciblées.
   - Former des maçons entrepreneurs pour la réhabilitation et l'entretien des ouvrages.
   - Favoriser l'émergence et le renforcement d'intervenants privés locaux proposant aux communautés rurales des services de maintenance des ouvrages hydrauliques – réparations, fourniture de pièces détachées.
   - Renforcer et appuyer les acteurs locaux privés et institutionnels réalisant des diagnostics réguliers des ouvrages hydrauliques.
   - Contrôler et analyser l'efficacité des démarches de diagnostic et d'action corrective des ouvrages, la progression des ventes de pièces détachées et leurs impacts sur le taux de fonctionnement des ouvrages.

Les groupes cibles étaient :

- 172 500 personnes (hommes, femmes et enfants) bénéficieront d'actions d'éducation à l'hygiène et d'amélioration de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable ;
- 1 740 000 personnes bénéficieront directement de l'existence de services de maintenance pour leurs équipements hydrauliques.

B. Les projets évalués sont de qualité

B.1.1. Les projets évalués lors des visites

L'étendue géographique de l'action (6 pays) ainsi que la diversité de dispositifs d'appui-encadrement mis en œuvre rendent difficile de mener à bien une analyse exhaustive. C'est la raison pour laquelle, en accord avec l'Agence Française de Développement, il a été décidé de restreindre le cadre des missions terrain de l'évaluation à trois pays – **Ethiopie, Madagascar (région Analanjirofo), Malawi** – pour lesquels les modèles de services de maintenance sont parmi les plus avancés. Les activités liées à la maintenance sont en effet parmi les composantes du projet où les enjeux en termes de durabilité et de reproductibilité des actions sont forts. Ce sont également des approches relativement novatrices dans le sens où elles impliquent des partenariats mixtes publics-privés spécifiques.

Les zones d'intervention des projets visités sont décrites ci-dessous :

Pays	Zones d'intervention	Caractéristiques	Historique de l'intervention
ETHIOPIE	9 woredas situées dans 4 zones de la région Sud SNNPR (Southern Nations, Nationalities and People's Region) : le Wolayta, le Dawro, le Gamo Gofa et le Kembatta-Tembaro, 9 woredas	Densité de population entre 100 et 600 habitants au km2. 92% de la population est rurale avec une surface d'exploitation de 0.5 ha	Inter Aide est présente dans ces zones depuis plus de 28 ans

MALAWI	5 districts en Région Centre : Dowa, Kasungu, Mchinji, Ntchisi et Salima, et le district de Phalombe dans la région Sud	Phalombe : zone rurale avec une densité de l'ordre de 230 habitants au km2. Accès à l'eau limité (50%). Dans la région centre, le taux de fonctionnement des pompes est de 85% suivant les résultats d'une enquête réalisée par Inter Aide en 2016.	Inter Aide opère depuis 1992 au Malawi, la zone de Phalombe est une extension des zones antérieurs (Zomba et Mulanje). Le programme de maintenance a été initié au Malawi en 2002 dans le district de Lilongwe ; puis en 2005 dans le district de Zomba, et dans la région centrale en 2008, et à Phalomber en 2015.
MADAGASCAR	Les districts de Fénérive Est et de Vavatenina dans la région Analanjirofo, le district de Farafangana dans la région Atsimo Atsinana, et le district de Manakara dans la région Vatovavy Fitovinany	• District de Vavatenina - 150 000 hab., 49 hab./km² - Fénérive – 316 000 hab., 105 hab./km² • District de Manakara - 546 000 hab., 102 hab./km². L'action mise en œuvre au travers de l'association locale TEHYNA a privilégié des interventions de maintenance dans les communes disposées à mettre en place un système de maintenance. • District de Farafangana - 157 000 hab., 54 hab./km² (et quelques communes du district frontalier de Vondrozo).	Inter Aide intervient à Madagascar depuis 1994. Inter Aide opère dans la région d'Analanjirofo région depuis 2002,

B.1.2. Les projets évalués non visités

L'évaluation des résultats pour les autres pays été réalisé sur la base de l'analyse des rapports d'activités et des bases de données du fait de :

- la complexité des déplacements dans les zones ciblées en Haïti et l'absence de représentation institutionnelles sur ces zones de fort enclavement. Les modèles de partenariats publics-privés ne sont pas encore pertinent et l'approche repose sur une action centrée sur les familles.
- La priorité au Mozambique est avant tout de répondre aux besoins d'accès à l'eau. Il n'y a pas à l'heure actuelle un parc d'équipements hydrauliques suffisant pour que les réseaux de maintenance aient pris une dimension conséquente,
- En Sierra Léone, les réseaux de réparateurs sont en pleine expansion, mais une évaluation a eu lieu en juin 2016 par le CIEDEL dans le cadre du financement du projet NSA Makeni.

Pays	Zones d'intervention	Caractéristiques	Historique de l'intervention

HAITI	La chaîne des Montagnes Noires et plus spécifiquement dans les sections communales de la Commune de Boucan-Carré, la section de Juanaria dans la Commune de Hinche et les sections communales de Baille-Tourrible et de Cabral, dans la Commune de Thomonde.	Zones rurales très enclavées, population très démunie et majoritairement organisée en groupements de foyers (Lakou), très éloignés les uns des autres. Ces localités ne sont accessibles qu'à pied.	Inter Aide intervient dans ces zones depuis 1990, le programme Hydro ayant démarré en 2007
MOZAMBIQUE	Les districts côtiers de Memba et Nacala a Velha de la Province de Nampula	Zones rurales assez densément peuplée. Contexte particulier du travail de sensibilisation dans les villages côtiers	Inter Aide intervient dans ces zones depuis 2008 (Officiellement 2006 pour Nacala)
SIERRA LEONE	Nord du district de Bombali - chefferies de Sella Limba, Sanda Loko, Tambakha, Sanda Tendaren, Gbanti Kamaranka et Magbaimba Ndorhahun	Zones rurales assez densément peuplées	Inter Aide intervient depuis 2011 en Sierra Leone, avec une interruption de 6 mois en 2014 en raison de l'épidémie d'Ebola

C. Des résultats atteints

C.1. Préambule

Lors de l'exercice d'évaluation, nous avons eu des difficultés pour obtenir des résultats chiffrés précis de la CP étant donné l'absence d'outils standard de suivi des indicateurs du cadre logique par les chefs de projet. Le coordinateur de la capitalisation tente de collecter et corréler les données suivant les indicateurs de la CP mais étant donné la variété des outils (par pays, voir par zone d'intervention), il est difficile d'avoir une image précise des résultats obtenus pour chaque indicateur. L'absence de répartition précise des cibles à atteindre par pays rend aussi plus complexe le suivi ainsi que la superposition des plusieurs bailleurs sur des temporalités différentes, rend l'exercice difficile sans la création d'un outil harmonisé de suivi monitoring (afin que les chefs de secteur, chefs de projets, responsables pays, coordinateur capitalisation puisse avoir une idée plus précise et régulière de l'avancement des résultats).

La mise en place plus fréquente d'un SIG sur les projets (implication de formation des équipes et suivant les contextes) parait essentiel puis le suivi de l'avancement mais aussi pour la transmission des données géo-référencés aux autorités locales (et nationales). L'utilisation de SIG est maintenant incontournable pour des projets d'infrastructures. Cela permet une meilleure communication des résultats avec une représentation spatiale et temporelle facilité d'autant plus pour un acteur comme Inter Aide qui intervient sur une ou plusieurs décennies dans les mêmes régions. Nous en reparlons dans les recommandations.

C.2. Résumé des résultats atteints

Les résultats suivant les indicateurs fixés sont pour la plupart atteint et pour certains largement dépassés. Nous rentrerons dans le détail dans le rapport final. Quelques données provisoires sont aussi mentionnées dans l'annexe.

Les résultats sont globalement atteints pour la convention programme II. Les choix technologiques sont pertinents et durables pour la majorité des ouvrages construits / réhabilités dans les 6 pays. Quelques ajustements mineurs seront nécessaires concernant la protection de l'environnement, la qualité des drainages et quelques finitions. Ces remarques de recommandations seront détaillées dans le rapport final.

Les résultats peuvent encore évolués étant donné que les visites et l'analyse des données a été réalisée en avril alors que le programme se termine fin Juin 2017.

RESULTATS OBTENUS	Indicateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar	Sierra Leone	Mozambique	Haiti	TOTAL	Objectif CPII	% d'atteinte
Résultat 1 : aptitudes et pratiques d'hygiène et assainissement	personnes sensibilisées	47 453	16 500	9 554	13 250	9 100	2 792	**98 649**	**58 750**	**168%**
	latrines construites (subvention ou ATPC)	3 873	3 300	5 826	950	2 387	2 245	**18 581**	**18 650**	**100%**
Résultat 2 : amélioration durable de l'accès à l'eau	points d'eau construits ou réhabilités	168	49	212	51	26	10	**516**	**529**	**98%**
	personnes bénéficiaires	50 400	41 535	38 617	15 400	12 527	12 715	**171 194**	**172 500**	**99%**
Résultat 3 : Etablissement / renforcement de dispositifs de gestion et entretien des systèmes AEP	nombre de comités formés ou renforcés	328	69	99	90	29	16	**631**	**529**	**119%**
Résultat 4 : Etablissement de réseau et services de maintenance efficaces	usagers bénéficient de services de maintenance	292 500	1 050 000	130 000	150 000	26 000	2 800	**1 651 300**	**1 740 000**	**95%**

C.3. Des ouvrages de qualité et durable

C.3.1. Les ouvrages gravitaires (Madagascar)

Inter Aide, depuis le début de ses activités à Madagascar depuis 1994 a réalisé essentiellement des réseaux gravitaires sur la zone Analanjirofo et essentiellement des puits munis de pompe à motricité humaine dans les zones de Manakara et Farafangana.

Les ouvrages sont de très bonnes qualités (boite de captage, citerne, ligne d'adduction et de distribution, bornes fontaines) avec quelques corrections mineures à effectuer sur le drainage, la finition des enduits et la protection contre l'érosion (tranchées, périmètre de protection des sources). Une visite 15 ans après les premières réalisations montrent que les ouvrages sont correctement dimensionnées et d'une durée de vie bien au-delà du dimensionnement utilisé.

C.3.2. Les ouvrages gravitaires (Ethiopie)

Inter Aide, depuis le début de ses activités en Ethiopie en 1989 a réalisé essentiellement des réseaux gravitaires. Ces systèmes de captage de source sont généralement constitués d'une boite de captage, d'une ligne d'adduction, d'ouvrages de répartition de certains cas, d'un réservoir dans certains cas, et de points d'eau comprenant borne fontaine, lavoir et abreuvoir.

D'une manière générale les ouvrages sont simplifiés au maximum, très solides et le système d'écoulement libre (absence de robinetterie) réduit considérablement les pannes.

C.3.3. Les points d'eau (Malawi)

Les principaux aspects positifs sont les suivants :

- Qualité des ouvrages de génie civil qui perdure au fil des ans.
- Les points d'eau constitué sont constitués d'une plateforme avec clôture protégeant une PMH, sont réalisés sur la base de modèles standards et offrent une très bonne durabilité.
- Par ailleurs une grille à l'entrée empêche l'accès aux animaux.

C.3.4. Les latrines

a) Ethiopie

En Ethiopie Inter Aide ne construit pas de latrine mais s'assure par la sensibilisation d'un taux de couverture en latrine de 80% avant toute construction de point d'eau. Des animations sont mises en œuvre pour pousser les bénéficiaires à construire leurs propres latrines.
Toutefois Inter Aide a quand même contribué à la construction d'une dizaine de latrines dans des écoles, au travers de la fourniture de matériaux (ciment, fer à béton).

b) Malawi

Au Malawi comme en Ethiopie, Inter Aide ne construit pas de latrine mais met en place des animations pour déclencher le besoin chez les bénéficiaires et les pousser à construire eux-mêmes leur latrine. Au Malawi, Inter Aide fournit toutefois un appui dans la construction de dalles SanPlat en fournissant la main d'œuvre et le ciment. Les types de latrines construites dépendent des besoins ainsi que des moyens des bénéficiaires : latrines traditionnelles (sans dalle Sanplat), latrines améliorées, latrines à fosses alternées (compostage et valorisation des matières).

c) Madagascar

Les dalles SANPLAT sont subventionnées (à 75%) et construits en amont des ouvrages hydrauliques. Elles sont de bonne qualité. L'approche est un succès en termes de couverture durablement (fosses grandes et qualité des dalles). Les taux de couverture sont importants mais il reste des enjeux sur les taux d'utilisation.

C.4. Les actions de sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement focalisés sur les connaissances et attitudes

Les méthodes de sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement mises en œuvre dans les trois projets sont tout à fait pertinentes et ont un impact mesurable sur les connaissances des populations. Dans les contextes ou la Défécation à l'Air Libre reste une problématique prioritaire (Ethiopie et Malawi), l'utilisation d'outils de l'approche ATPC semble porter ses fruits bien que l'on n'ait pas encore de retour (sur la zone d'intervention) sur la durabilité des latrines et leur taux de renouvellement sur les zones actuelles. Le renforcement de la formation et un meilleur suivi des animateurs permettraient sans doute d'améliorer les résultats en termes d'utilisation de latrines et de changements de comportement par rapport au lavage des mains.

Avis des évaluateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar

Avis des évaluateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar
Méthodologie d'animation villageoise	Les animateurs combinent généralement les approches PHAST et CLTS en adaptant la technique en fonction des communautés	Les animateurs combinent généralement les approches PHAST et CLTS en adaptant la technique en fonction des communautés	Les animateurs utilisent essentiellement l'approche PHAST
Outils d'animation	Feuillet A3 en amharic. Les dessins et texte ne sont pas adaptés pour des animations à plus de 10 personnes	Feuilles A4 avec dessins propres au Malawi. Les dessins ont l'avantage d'être gros et bien compréhensibles	Des affiches surtout pour les approches moins d'outils pour la sensibilisation
Taux de couverture atteint en assainissement	Généralement 100% mais il serait intéressant de mener des enquêtes plus complètes et rigoureuses	Généralement 70 à 80% de taux de couverture est atteint	Généralement 80% à 90% de taux de couverture est atteint
Changement de comportement	Une enquête à Daramalo montre que 4 années après l'animation le taux de couverture qui était de 74% est passé à 80%	Une enquête à Maluwa-Ndungunya montre que 5 ans après le taux de couverture qui était avant l'animation de 61% est passé à 95%	La connaissance des messages s'améliore mais cela n'aboutit pas forcément sur des changements d'attitudes et il n'y a pas d'enquêtes pour mesurer des changements de comportements (effets et impacts) à proprement parlé ; Inter Aide a préféré nous focaliser sur la rétention des messages que sur des mesures de pratiques difficile à observer et qui reste du déclaratif
Points forts des approches mises en œuvre	Implication des Health Extension Workers qui sont présentes en continu dans les communautés	La mise en place d'un programme d'animation découle d'une réelle demande de la population	Une participation importante des bénéficiaires (obligation) et des connaissances acquises
Points faibles des approches mises en œuvre	La non systématisation des enquêtes réalisées ne permet pas d'apprécier pleinement les changements de comportement ni leur durabilité	Les autorités de participent peu aux activités malgré des échanges et des communications régulières de la part d'Inter Aide. Les agents de santé sont présents en continu dans les communautés et participent peu au programme. Il y a une duplication des messages avec les autres acteurs travaillant dans la zone. Les animateurs souvent renouvelés gagneraient à être mieux formés sur les techniques d'animation.	Une animation importante sur un temps donnée et puis un accompagnement très limité par la suite. Un focus sur la gestion au détriment de la sensibilisation à l'hygiène

Avis des évaluateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar
Transfert vers les relais locaux	Transfert vers les HEW	Ce transfert avec les agents de santé locaux n'existe malheureusement pas	Des agents d'hygiène sont formés pendant la phase de construction mais ces personnes ne sont plus accompagnés en post ouvrage.
Suivi post intervention	Pas d'enquêtes rigoureuse (qualité et utilisation de latrine, lavage des mains) post intervention systématique	Des enquêtes 2 ans après interventions sont systématiquement réalisées. Il pourrait être intéressant de les réaliser 4 ans après, qui correspond au temps de remplissage des latrines.	Des enquêtes lors de la mise en eau puis en post ouvrage montre des tendances qui mériteraient une analyse approfondie et de nouvelles analyses 1 ans plus tard. Des enquêtes sur utilisation (observation) des latrines, évolution de la consommation d'eau, mise en pratique des sensibilisations seraient pertinente pour faire évoluer les actions de sensibilisation vers les changements de comportements.

D. Les modèles de maintenance : Une pertinence reconnue et une viabilité à renforcer

De façon générale, Inter Aide travaillant depuis de nombreuses années dans les zones d'intervention a testé de plusieurs approches de gestion et maintenance. Avec le temps, les modèles actuels s'avèrent être pertinent pour les contextes d'intervention. Les limitations viennent du cadre institutionnel et Inter Aide travaille sur des modalités transitoires en attendant une amélioration du cadre institutionnel. Etant donné qu'Inter Aide devient un acteur incontournable dans la plupart des zones d'intervention du fait de sa présence sur le long terme, de la qualité de ses interventions et d'une mise à l'échelle, un plaidoyer plus important au niveau des institutions et acteurs des zones et au niveau central semble incontournable. Ceci permettrait de capitaliser sur les approches et outils élaborés tout en essayant de faire avancer les textes et stratégies nationales pour une meilleure reconnaissance, légitimité et dissémination.

D.1. La pertinence des modèles de gestion et de maintenance

Les modèles de gestion et maintenance mise en place dans les pays d'intervention sont pertinents et viables connaissant les risques inhérents aux contextes.

Avis des évaluateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar

Avis des évaluateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar
Envergure des systèmes de maintenance	65 fédérations appuyées dans 9 woredas	169 mécaniciens formés à la maintenance	Inter Aide par son approche globale d'appui des communes à la maitrise d'ouvrage ne limite pas son appui aux ouvrages construits par IA (130 AEPG). Son accompagnement auprès des agents communaux intègre tous les ouvrages de la commune.
Nombre d'ouvrages touchés et nombre de bénéficiaires	Environ 328 points d'eau soit environ 98 400 bénéficiaires	9726 points d'eau concernés pour environ 3 495 000 bénéficiaires	La totalité des ouvrages des zones d'intervention bénéficie du modèle de gestion et maintenance dans la limite de la motivation des maires. Du fait de l'envergure de la zone (12 communes sur 3 districts), certaines communes moins motrices ne sont pas accompagnées temporairement
Degré d'adhésion à une approche de maintenance	Les fédérations semblent se prêter au jeu même s'il est vrai que les interventions externes restent un réel levier de motivation	L'ensemble des comités de points d'eau ont connaissance du système de maintenance et de leur mécanicien assigné	La plupart des comités et des maires adhère au modèle de gestion et maintenance. Certains acteurs ne jouent pas pleinement leur rôle dans l'accompagnement et influencent négativement l'adhésion de tous les partenaires
Coûts des systèmes de maintenance	Le système de maintenance est intégralement financé par les redevances des associations	Les artisans mécaniciens sont intégralement rétribués par les comités de point d'eau	Le système peut être intégralement pris en charge par les cotisations des usagers et les redevances au MO Communale.
Efficacité des systèmes de maintenance	Les fédérations sont jeunes et encore à l'épreuve. Toutefois les 1ers résultats sont encourageants	La visibilité du système et la professionnalisation des artisans réparateurs permet une bonne dynamique du processus de maintenance	La viabilité financière du Service technique Communale reste un enjeu étant donné les changements survenu depuis fin 2015 (élections) et la professionnalisation engagée. Environ 85% de recouvrement en moyenne mais seulement 40% des CUE financent le STEAH.
Points forts des systèmes de maintenance	Les fédérations sont issues des communautés et sont les premiers concernées en cas de défaillance d'un point d'eau	L'entreprenariat et la professionnalisation, des atouts pour une maintenance dynamique Visibilité du système au niveau communautaire et sectoriel	L'adhésion au modèle de la majorité des maires et des comités (code de l'eau en attente de validation au parlement) et le processus de professionnalisation légitimera les ACE dans leur fonction et renforcera leur rôle d'accompagnement des comités

Avis des évaluateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar
Points faibles des systèmes de maintenance	Pas d'économie d'échelle, le travail de renforcement se fait au niveau des Kebeles Les nouvelles constructions restent un levier de motivation pour les associations et fédérations	Le retrait total d'Inter Aide reste difficilement envisageable, la seule option semble être une assistance minimale sur le long terme	L'indisponibilité de personnel qualifié et motivé sur le long terme pour les postes d'ACE. L'absence d'accompagnement des comités pendant un temps rendra difficile la mise en place à postériori du modèle de gestion

Les trois projets ont mis en place des systèmes de maintenance chacun adapté à leur contexte, l'efficacité des systèmes est bonne, des impacts démontrés dans le cadre du Malawi et de Madagascar et il convient de poursuivre les réflexions et les approches suivies.

La nécessité de suivre et évaluer les impacts des systèmes de gestion et maintenance implique de mettre en place des mécanismes réguliers de collecte de données sur le taux de fonctionnement des pompes à main ou le diagnostic des réseaux gravitaires par les services techniques (ce qui est en partie réalisé à Madagascar). L'évolution vers la professionnalisation des services techniques est pertinente et doit être encore accompagné suffisamment pour démontrer son efficacité et sa pertinence (reconnaissance par les politiques et donc maintient entre les mandats). Certains outils mise en place étaient trop complexes à suivre pour des non professionnels. Une évolution vers la professionnalisation accompagnée d'une simplification des outils est une bonne stratégie pour les années à venir.

Dans une optique de durabilité et de transfert aux autorités locales à un certain horizon, il est important d'associer fortement ces dernières à ces mécanismes (ateliers de partage, transmission des données, …). C'est ce qui se fait en Ethiopie et à Madagascar. Au Malawi le retrait d'Inter Aide est amorcé même s'il parait encore ambitieux d'envisager une prise en charge totale des institutions locales. Des stratégies de retrait sont expérimentées et donnent des résultats intéressants.

En Sierra Leone, si la mise en place d'artisans réparateurs semble relativement rapide, le manque d'intermédiaires commerciaux actifs localement (boutiques en lien avec des fournisseurs de pièces détachées de PMH) représente une contrainte réelle pour la généralisation et la pérennisation des systèmes de maintenance.

Au Mozambique, le partenaire Ozuwela qui assure un rôle de coopérative pour l'approvisionnement en pièces détachées, réussit progressivement à étendre ses activités de maintenance (y compris sur d'autres types d'équipements) tout en diversifiant les partenariats (financement d'autres ONGs).

L'amélioration de la transmission des données d'Inter Aide aux autorités locales (qualité des données, mise en place de SIG) va dans le sens de l'autonomisation.

D.2. Durabilité des systèmes

De façons générales, les modèles de gestion et maintenance pourraient être viable à terme si la professionnalisation des agents est appuyé par Inter Aide pendant encore quelques années. La fragilité du cadre institutionnel d'une part, l'absence ou l'éloignement des services techniques régionaux d'autre part rend la pérennisation difficile dans les contextes actuels. La mise à l'échelle et les capitalisations partagées au niveau national pourrait aider à influencer les stratégies et politiques nationales du secteur. Sans ce levier institutionnel, la durabilité restera un enjeu de taille. Les réflexions engagées et leurs mises en pratiques sur une prochaine phase ainsi que le partage / diffusion des bonnes pratiques au niveau central

doit permettre d'influencer tous les acteurs du secteur que ce soient les autorités locales ou les autres acteurs du développement.

Les systèmes de maintenance mis en place en Ethiopie et au Malawi s'appuient sur les politiques nationales et sont en accord avec les schémas institutionnels en vigueur. Ceci a un réel impact sur la légitimité des acteurs mis en place et formé. Toutefois le fait qu'Inter Aide reste présent de nombreuses années dans les mêmes zones d'intervention semble refléter une certaine dépendance des communautés. Le processus de retrait semble être un réel défi et il est important de définir des stratégies spécifiques et claires pour réussir un transfert efficace vers les acteurs et institutions en place.

Avis des évaluateurs	Ethiopie	Malawi	Madagascar
Gestion des points d'eau par le comité	Gestion efficace avec une entité en appui. La longévité des comités est parfois importante même en l'absence de suivi mais il est nécessaire qu'une entité les appuie méthodologiquement		Gestion efficace tant qu'Inter Aide est présent et accompagne les ACEs
Partenariats mis en place avec les institutions locales	RCBDIA semble être une bonne alternative en cas de non renouvellement d'autorisation du gouvernement pour travailler dans certaines zones.	Baseda peut bien constituer une stratégie de sortie de certains districts par Inter Aide	Contrat de délégation de gestion élaborée par IA pour le comité et la commune
Réseau des artisans locaux	Les artisans locaux issus des communautés sont peu valorisés du fait de leur nombre important et du manque de travail	Le réseau des artisans mécaniciens est très développé et appuyé par les textes réglementaires	Les agents hydrauliques formés lors de la construction sont accompagnés par les ACE
Chaine d'approvisionnement des pièces détachées	Difficile à mettre en œuvre du fait de l'isolement de certaines communautés. Le marché n'est pas assez développé pour une dynamique du secteur privé	Le système de boutique certifié semble fonctionner et offrir une bonne accessibilité des pièces détachées sur le territoire	Kit de pièces détachées acheté par le comité en phase préparatoire puis budget annuel prévu pour le renouvellement des pièces disponibles dans les magasins du district
Structure de gestion des systèmes de maintenance	Le modèle d'associations et fédérations semble bien fonctionner dans les zones d'intervention d'Inter Aide : les acteurs sont formés et connaissent leur rôle	Dans le cas du programme strictement maintenance, les mécaniciens s'appuient sur les comités de gestions en place. Malheureusement ces comités sont parfois très peu organisés et formés.	Comité de gestion appuyé par la Commune (MO) via un agent communal. IA est encore présent pour appuyer la professionnalisation du STEAH. La stratégie de sortie n'est pas encore engagée.

D.3. Une approche pilote pour la chloration de l'eau à domicile

L'activité de chloration de l'eau à domicile ne doit pas dispenser d'une protection minimale du point d'eau quand cela est nécessaire.

Au Malawi, et en particulier dans le district de Phalombe, des épidémies de choléra ont poussé les acteurs du secteur à mettre en place des filières d'approvisionnement locales de flacon d'eau de javel. Toutefois les bénéficiaires prétendent tomber peu souvent malade du fait de l'eau et estiment que le prix des flacons est cher pour un usage systématique. Dans le District de Phalombe, Inter Aide travaille actuellement pour faciliter l'accès à ces flacons en zone rurale, via des boutiques partenaires.

En Sierra Leone, Inter Aide accompagne les communautés qui n'ont pas accès à des ouvrages (puits) pour la mise en place de « mini » comités de chloration. Il s'agit en pratique d'une ou deux personnes chargées de la chloration et de l'achat des bouteilles au niveau des boutiques. Une usine produit du chlore localement et l'approvisionnement des 14 boutiques à travers le district se fait via une boutique principale implantée dans la capitale du district. Les activités de chloration de l'eau à domicile ont commencé en 2011 à l'occasion d'un pilote ciblant 300 communautés. Une enquête poussée a été menée en partenariat avec Inter Aide et a révélé qu'environ 80% des ménages visés chlorent l'eau tous les deux jours.

En Haïti, les résultats concernant la chloration de l'eau à domicile sont assez mitigés : Inter Aide accompagne et forme des marchandes qui distribuent un produit fabriqué en République Dominicaine et disponible chez des grossistes présents dans les principales localités. La demande en chlore n'est pas régulière, elle se limite surtout à la saison des pluies lorsque des risques d'épidémie sont identifiés. Par ailleurs, des distributions gratuites à l'initiative d'autres ONG, ne facilitent pas pour le moment l'émergence d'un marché pérenne. Actuellement, les taux estimés d'utilisation de la chloration à domicile restent faibles : 30% pour Thomonde, 10-15% pour Juanaria et seulement 5-10% sur Bouli-Boucan Carré.

Au Mozambique, le chlore est commercialisé sous la marque Certeza, via un petit nombre de boutiques. Inter Aide envisage d'intensifier la promotion du traitement de l'eau à domicile, en particulier auprès des communautés qui ont recours à des sources d'eau alternatives (sources).

A Madagascar, l'activité n'a que quelques mois et c'est prématuré de donner un avis sur l'approche.

Le défi d'un passage à l'échelle est la protection des points d'eau pour les villages ou la quantité d'eau produite par les sources est insuffisante. Cela nécessite un budget plus conséquent.

Un suivi régulier de ces communautés est nécessaire pour s'assurer de la bonne qualité de l'eau (turbidité et niveau de chlore résiduel).

De manière globale, la chloration de l'eau est une alternative qui offre une solution à des familles qui n'en n'auraient pas autrement. Ce type d'expérience est mené par d'autres acteurs (ACF en Haïti et en Sierra Leone, Solidarités, Antenna) **même dans les pays d'intervention depuis plusieurs années. Des échanges d'expérience seraient utiles avant un passage à l'échelle.**

La qualité des produits chlorés doit faire l'objet de contrôle qualité préalable ce que fait Inter Aide dans une certaine limite en amont du développement de son approche. En effet, un produit de mauvaise qualité peut entrainer d'autres problématiques de santé dans un court moyen terme.

E. Les approches transversales à améliorer

E.1. Genre

Quelques initiatives existent pour mettre en place une approche genre sur les projets avec toutefois pas forcément une systématisation, ni des outils spécifiques. Des initiatives intéressantes sont mise en place au Malawi avec des réparatrices, des binômes mixtes d'animateurs, des femmes impliquées dans les comités. Des réunions spécifiques sont organisées pour discuter de la sensibilisation ou des corvées d'eau. A Madagascar, les femmes sont régulièrement sur des postes de trésorières dans les comités et d'agents d'hygiène mais cela vient plus d'un leadership de ces personnes (renforcer par les animateurs) que d'une approche genre à proprement parlé. La promotion de l'hygiène à domicile dont les femmes sont traditionnellement en charge valorise leur activité quotidienne et renforce leur légitimité au sein des foyers toutefois d'autres actions pourraient être mise en place. En Ethiopie et à Madagascar les femmes (dont leur nombre est imposé au sein des fédérations / Comités) jouent des rôles souvent mineurs et les postes à responsabilité sont souvent occupés par des hommes. L'évolution de la situation par rapport aux gains supposés en termes d'accessibilité à l'eau, d'amélioration des conditions d'hygiène et de santé, de temps économisé ne sont pas évalué en termes de genre à ce jour.
Le programme n'est pas en mesure d'apporter systématiquement un éclairage sur la contribution des femmes ni leur émancipation. Des outils de monitoring spécifiques pourraient mesurer cela lors de la prochaine phase.

E.2. Intégration de la jeunesse

Le niveau de participation et d'intégration des jeunes aux différentes activités et au sein des instances de décision n'est pas spécifiquement mesurer (pas d'indication d'âges des personnes). Lors des visites, nous avons pu observer la présence de jeunes dans les comités, ou agents réparateurs sans toutefois pouvoir donner d'éléments quantitatifs.
Clairement les activités mises en œuvre pour la gestion et maintenance peuvent constituer des pistes d'émancipation pour les jeunes (agent communaux, réparateurs, boutiques de pièces détachées…). Même si le programme permet le renforcement et fournit du travail à de nombreux jeunes, il n'est pas possible de mesurer l'impact de l'exode des jeunes où de multiples facteurs socio-économiques interviennent indépendamment des actions d'Inter Aide. L'indicateur de mesure d'exode ne parait pas un indicateur pertinent dans les zones d'intervention d'Inter Aide.

E.3. Préservation de l'environnement

Le programme améliore l'utilisation de la ressource en eau tout en préservant les sites d'exhaure. Les volumes prélevés pour la consommation humaine sont relativement faibles par rapport à la disponibilité en eau. Il y a donc peu de risque d'épuisement des nappes en lien avec la consommation humaine. Des périmètres de protection sont établis autour des zones de captages, les sites sont protégés par des mesures antiérosives. Les points d'eau sont équipés d'une aire assainie permettant d'éviter la contamination de la ressource, la stagnation d'eau aux abords des équipements ainsi que son évacuation vers le milieu naturel. Toutefois des efforts sont encore nécessaires pour améliorer la lutte antiérosive (et le drainage des ouvrages) ainsi qu'une étude élargie au niveau des bassins versants étant donné les risques lié au changement climatique.

La construction de latrines est conforme aux normes spécifiques pour éviter une éventuelle contamination de la nappe phréatique.

F. Efficacité des processus de diffusion interne et externe à améliorer

F.1. Les actions de partage des enseignements tirés des approches et diffusion des modèles

Au Malawi et à Madagascar un important travail de partage et de communication est mené avec les autres acteurs intervenant dans la zone. Des réunions sont organisées réunissant à la fois les institutions et ONG et permettant l'échange d'idées et une meilleure coordination.

Ceci a pour conséquence d'harmoniser les pratiques et d'éviter les duplications avec certaines limites quand les autres acteurs ne jouent pas pleinement le jeu.

En Ethiopie les activités d'Inter Aide sont peu communiquées et même si les systèmes construites apportent des solutions durables, ceux-ci mériteraient plus de communication et de partage avec d'autres ONG / acteurs de la zone pour réplication. De la même façon le système de maintenance avec l'appui des fédérations montre des résultats intéressant et il serait pertinent d'organiser des ateliers d'échanges avec d'autres ONG / acteurs.

L'AFD s'est d'ailleurs montré très enthousiaste à l'idée d'appuyer Inter Aide dans la dissémination de ses pratiques et expériences.

Les capitalisations mériteraient de faire l'objet de communication externe plus soutenue notamment à travers la participation à des conférences, forums, publications internationales. Il en existe de multiples aussi au niveau régionale qui seraient des plateformes de relais intéressantes pour la diffusion des bonnes pratiques (RWSN en Afrique de l'Est par exemple…).

Une stratégie de gestion de la connaissance et de partage plus efficace permettrait une diffusion plus large des enseignements d'Inter Aide et d'apporter un point de vue pragmatique sur les approches qui fonctionnent dans les contextes d'intervention d'Inter Aide.

F.2. La plus-value de la capitalisation et de partage des pratiques

F.2.1. Dans les pays visités

Au Malawi le gouvernement s'est largement inspiré de l'approche d'Inter Aide en termes de maintenance pour élaborer les guidelines et manuels de formation nationaux.

En Ethiopie un travail de plaidoyer reste à faire avec les institutions régionales pour leur faire prendre conscience de l'inadaptabilité du modèle d'association qui n'est pas applicable directement dans le cas des réseaux gravitaires complexes.

A Madagascar, certains acteurs ont réutilisé des outils de capitalisation pour réaliser des ateliers sur le modèle de Maitrise d'ouvrage communale. Les acteurs reconnaissent la qualité des outils et capitalisations.

F.2.2. Enquête en ligne

Dans le cadre de l'évaluation, une enquête en ligne a été éditée le 24/03 à une liste de 142 personnes sur la base des contacts d'Inter Aide et d'Hydroconseil travaillant (ou ayant travaillé) dans le domaine de l'EHA dans les pays d'intervention. Un questionnaire a été créé pour les 6 pays, avec pour chacun une liste d' « informateurs clés ».

Les questionnaires - comportant 5 à 7 questions – visent à évaluer :

- A quel point les sites animés par Inter Aide (réseau pratiques et blogs pays) sont connus des acteurs et s'ils sont utilisés,
- Parmi les outils développés par Inter Aide, lesquels sont le plus utilisés et pour quel usage,
- L'opinion des acteurs sur les différents outils
- Le niveau de consultation des documents publiés par Inter Aide sur d'autres plateformes (pSEau, RWSN, etc),
- D'éventuels feeback en rapport avec les ateliers de partage des connaissances réalisées à Madagascar et au Malawi sur la maintenance des points d'eau
- les avis recueillis pour faire évoluer les outils développés par Inter Aide pour la diffusion

Au 5 Mai, 28 réponses ont été transmises, soit un taux de réponse de 20%, ce qui est plutôt acceptable pour ce genre d'enquête.

Pays	Nbre de questionnaires transmis au 24/03	Nbre réponses reçues au 05/05	Taux de réponse par pays %
Madagascar	35	7	20%
Ethiopie	19	4	21%
Malawi	28	6	21%
Mozambique	13	3	23%
Haïti	23	6	26%
Sierra Leone	24	2	8%
Total	**142**	**28**	

Si le faible nombre de réponses ne permet pas d'établir de statistiques solides, il est possible de dégager quelques tendances qui sont résumées comme suit :

- le Réseau Pratiques semble relativement bien connu (un peu plus des deux tiers des sondés sur l'ensemble des pays d'intervention) ainsi que les blogs pays (par pays concerné) ; les documents publiés par Inter Aide semblent assez bien diffusés via les réseaux partenaires et notamment la plateforme du pS-Eau ;
- Les outils les plus utilisés sont i) les fiches techniques « Pratiques », ii) les documents de capitalisation ou de synthèse sur les blogs et iii) les manuels de procédure ;
- Les personnes ayant déjà utilisé les outils ont globalement une bonne, voire très bonne opinion sur la qualité et la pertinence des outils ainsi que leur utilité par rapport à leur travail ; le travail de capitalisation est globalement salué ;
- Les outils développés par Inter Aide sont surtout utilisés pour i) la formation et le renforcement de capacité, ii) le développement d'approches pour la gestion des ouvrages et iii) l'élaboration de projets ou le développement d'outils spécifiques dans le domaine de l'eau ; les outils semblent en revanche peu utilisés pour développer des documents ou des normes sectorielles

Certains commentaires laissés dans le cadre de l'enquête fournissent également des pistes de réflexion, qui peuvent être synthétisées de la façon suivante:

- La quantité d'information disponible sur la thématique EHA est déjà très (voire trop) abondante, et il y a une attente sur le plan de la synthèse et de l'accessibilité aux acteurs sur le terrain,
- Les outils mériteraient d'être simplifiés pour une utilisation par le plus grand nombre,
- Un intérêt pour diffuser des petites vidéos explicatives en plus des outils actuels,
- Inter Aide pourrait intervenir dans un rôle de conseil pour des acteurs qui souhaitent mettre en œuvre ou adapter des outils concrètement

- Renforcer les liens vers d'autres plateformes dans les domaines d'intervention pour améliorer la mutualisation.

G. Les leçons apprises

G.1.1. Approche communautaire

Les approches communautaires et participatives ont montré une certaine efficacité avec des nuances suivant les contextes. Avec des taux de couverture en augmentation constante au fil des ans, l'approche doit continuer à évoluer pour atteindre des taux de couverture de 100% qui garantisse la viabilité des modèles de gestion et maintenance. Une bonne approche communautaire ne suffit pas à garantir la durabilité de l'accès à l'eau et à l'assainissement, ce n'est qu'un maillon de la chaine.

Dans les villages côtiers du Mozambique, où le niveau de mobilisation est variable notamment en raison des activités de pêche, Inter Aide adopte davantage une approche par quartiers.

Haïti reste un cas très particulier, avec une approche souvent centrée sur les foyers (sessions de sensibilisation individuelles) au lieu des comités villageois, et dont le succès repose sur l'adhésion à l'échelle de la famille.

G.1.2. Education à l'hygiène et l'assainissement

L'éducation à l'hygiène et à l'assainissement montre des résultats intéressants sur l'amélioration des connaissances des populations ainsi que les attitudes avec un travail important sur les supports de sensibilisation. Toutefois Inter Aide étant un acteur du long terme, il serait intéressant de continuer à adapter les approches et les outils (animation et monitoring des comportements) afin de pouvoir mesurer les effets au niveau des comportements.

G.1.3. Ouvrages hydrauliques

La longue expérience d'Inter Aide dans les 6 pays a permis d'adapter les technologies au fur et à mesure afin d'une part d'optimiser le cout par bénéficiaire tout en garantissant une bonne qualité et durabilité des ouvrages.

L'approche de chloration à domicile introduite dans certains pays (ou zones) peut être une alternative en cas d'absence de solutions technologiques durables. Toutefois certaines précautions sont requises (certification des produits par le Ministère de la santé) et l'accompagnement sur le moyen terme reste nécessaire pour une meilleure viabilité de cette approche.

La sensibilisation à une utilisation systématique pour le traitement des eaux de surface est cruciale en Haïti, où la chloration à domicile reste très peu répandue et fluctuante Cela est valable plus généralement dans les zones où certains ouvrages d'eau souterraine ne sont pas utilisables toute l'année (Sierra Leone),

G.1.4. Systèmes de gestion et maintenance

Les modèles de gestion et maintenance sont fondés sur le cadre institutionnel des contextes avec des ajustements pertinents quand le cadre institutionnel créé des limites pour la viabilité. Inter Aide a su adapter les modèles dans la plupart des pays pour une phase transitoire en attendant que les institutions statuent sur les systèmes. Les systèmes fonctionnent très longtemps en Ethiopie sans intervention d'IA, car il existe dans ce pays un tropisme organisationnel et disciplinaire.

On constate toutefois, à Madagascar comme au Malawi que ces systèmes fonctionnent bien tant qu'Inter Aide poursuit son appui et accompagnement des comités et des services techniques. Par ailleurs le fait de réaliser des nouvelles constructions ou réhabilitations a souvent pour effet de stimuler la motivation des acteurs. Le retrait d'Inter Aide dans certains zones constitue un réel défi et nécessite de continuer à travailler à mieux définir et tester les stratégies de sortie sachant qu'elles sont liés aux cadres institutionnelles en évolution. Les stratégies de sortie sont évolutives et impliquent aussi un travail plus macro au niveau central afin d'influencer les partenaires institutionnels. Au Malawi, la stratégie de sortie est initiée.

G.1.5. Coordination et approche institutionnelle

Inter Aide travaille sur la coordination avec les partenaires institutionnels et les autres acteurs dans ces zones d'intervention. Les relations avec les partenaires institutionnels sont en général bonnes avec une amélioration constante mesurée. Il reste essentiel de continuer d'axer les efforts sur l'autonomie des filières.

G.1.6. Capitalisation et partage

Inter Aide capitalise depuis longtemps ces outils via le réseau Pratiques. Depuis le passage à l'échelle de certains programmes, les modèles de gestion et maintenance sont aussi capitaliser et sont partagés. Des ateliers sont menés dans les zones d'intervention avec les partenaires institutionnels et les acteurs. Ces ateliers apportent une légitimité à Inter Aide et doivent permettre d'influencer les institutions dans l'adaptation du cadre institutionnel (stratégie, politique, code de l'eau, plan d'action…). Les bailleurs peuvent par ailleurs les aider à jouer ce rôle de plaidoyer dans la mesure où ils sont présents sur place.

H. Les premières recommandations

La synthèse ne reprend que des recommandations d'ordre général. Le rapport final s'attachera à détailler des recommandations plus spécifiques suivant les contextes.

H.1.1. Général

a) Outils de suivi monitoring

- Une harmonisation des outils (avec quelques adaptations suivant les contextes) de suivi et monitoring des projets menés sous la même convention programme est nécessaire pour réduire le temps passé à chercher et valider les données au détriment des études de capitalisation et du temps de partage d'expérience.
- Du fait de l'importance du nombre d'ouvrages construits depuis de nombreuses années, il serait pertinent de mettre en place systématiquement des base de données géo-référencées (en adéquation avec celle du ministère) pour plus tard mettre en place un SIG pour le monitoring des projets dans les contextes où les partenaires possèdent des outils informatiques ou dans les contextes où des bases de données nationales existent et servent à des prises de décisions (mise à l'échelle etc..),

b) Partage / Communication / Plaidoyer

- Comme mentionné au-dessus, l'outil base de données géo-référencées et SIG permettrait (comme c'est le cas sur Madagascar) de plus facilement partager avec les autorités locales les données et d'avoir des outils de communication permettant aussi un meilleur partage des expériences et d'avoir des outils efficaces pour le plaidoyer ;
- La poursuite d'ateliers de réflexion et partage des expériences est nécessaire pour faire évoluer les pratiques des autres acteurs et d'influencer les décideurs notamment sur les modèles de gestion et maintenance qui joue un rôle clé dans la durabilité.

- Les blogs développés sur Ethiopie, Madagascar et le Malawi sont une plus-value pour le partage toutefois ce serait plus pertinent qu'il soit géré plus fréquemment et alimenté par les chefs de projet de ces pays plutôt qu'une personne du siège.
- Les bailleurs sont des acteurs clés pour le plaidoyer. Des actions conjointes entre Inter Aide et ses bailleurs (dans le cas, où ceux-ci sont présents AFD, UE notamment) permettraient d'influencer les politiques locales grâce à des expériences pragmatiques.

c) Capitalisation et formation interne

Inter Aide dispose de fortes compétences techniques, stratégique et en hygiène et assainissement. Il pourrait être intéressant d'organiser des transferts de savoir internes, au sein des équipes (sénior vers junior), entre les différents pays ou lors de visites des chefs secteurs du siège. Des initiatives ont déjà été réalisées dans le passé, une généralisation de ce genre de pratique (au niveau siège et au niveau terrain) permet de fidéliser les équipes et d'apporter de nouvelles réflexions sur les modèles et de faire évoluer les approches.

H.1.2. Modèles de gestion et maintenance

- Il convient de poursuivre les réflexions sur la professionnalisation à Madagascar et au Malawi. La maitrise d'ouvrage communale est pertinente et doit être renforcé ainsi que l'accompagnement des ACEAH tout en travaillant sur une simplification des outils de suivi et des outils des comités d'usagers. L'accompagnement des comités et Agents Communaux Eau Assainissement Hygiène nécessite encore un investissement en temps et en homme d'Inter Aide sur plusieurs années en se focalisant au début sur les communes / zones les plus dynamiques pour ensuite faire un effet de levier.
- Un appui sur le moyen terme aux modèles institutionnels en place permettra de gagner en légitimité et en durabilité tout en apportant des bonnes pratiques à partager avec les acteurs institutionnels et les autres acteurs
- Le travail en concertation avec des partenaires locaux peut permettre de développer des approches complémentaires et d'assurer une durabilité à moindre coût après le retrait d'Inter Aide
- Dans les communes / zones où la couverture en eau est importante et où les solutions techniques pour l'améliorer reste complexe (coût/bénéfice), il conviendra de concentrer les efforts sur les stratégies de retrait d'Inter Aide après avoir garantie une durabilité des systèmes.

H.1.3. Thématiques transversales

a) Genre

- Une approche genre systématique avec la mise en place d'indicateurs permettrait de mieux mesurer l'évolution et l'émancipation des femmes dans les projets.
- Une approche genre interne avec des animateurs femmes et hommes permettraient aussi de travailler différemment sur la sensibilisation à l'hygiène (expérience réussie du Malawi)
- S'appuyer sur des expériences réussies d'intégration des femmes dans les comités ou dans des positions plus stratégiques peut servir d'exemple pour d'autres communautés.

b) Jeunesse

- Une approche plus fréquente de sensibilisation à l'hygiène et à l'environnement dans les écoles serait une plus-value et permettrait de commencer à conscientiser les enfants plus tôt sur les questions d'hygiène et de protection de l'environnement avec un objectif de changement de comportement durable.
- Un transfert de connaissance formel entre séniors et juniors, notamment pour les animateurs, serait un plus pour la réussite des actions de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement

- Des outils de suivi spécifique pour mesurer l'implication de la jeunesse dans le programme permettrait de mieux mesurer leur contribution et les effets du programme sur l'exode.

c) Protection de l'environnement

- Une prise en compte plus large du périmètre de protection des sources en observant l'environnement au niveau du bassin versant en amont des réalisations permettrait mieux d'appréhender les risques de ruissellement en amont.
- Un suivi long terme des débits des sources permettrait de mieux appréhender les risques liés au changement climatique (certaines initiatives vont déjà dans ce sens). Ces mesures devraient également permettre de développer une approche plus intégrée de la ressource à l'échelle du bassin.
- Des collaborations avec des acteurs impliqués sur les questions environnementales au niveau communautaire ou écoles permettraient d'aborder les questions de reboisement en prenant aussi en compte la maitrise du foncier. La mise en place de pépinière villageoise en lien avec de la sensibilisation au niveau des écoles serait pertinente.
- Des actions de lutte antiérosive mieux accompagnées notamment aux alentours des périmètres de protection (mais aussi des lignes de canalisations en suivant les courbes de niveau) sont requises.

I. Annexes : Résultats atteints par pays

I.1.1. Ethiopie

Le démarrage des actions couvertes par la Convention Programme a débuté en Juillet 2014 ; Le projet est actif dans 9 Woredas ciblés par le projet, localisé dans 4 zones.

Les réalisations pour les années 2014 et 2017 sont les suivantes :

RESULTATS OBTENUS	9 Woredas in 4 zones	
Résultat 1 : aptitudes et pratiques d'hygiène et assainissement	**168**	communautés sensibilisées
	47 453	personnes sensibilisées
	3 873	Latrines construites par le biais de la sensibilisation
Résultat 2 : amélioration durable de l'accès à l'eau	**168**	points d'eau construits et/ou réhabilités
	50 400	personnes bénéficiaires
Résultat 3 : Etablissement / renforcement de dispositifs de gestion et entretien des systèmes AEP	**328**	associations créées et renforcées
	65	fédérations crées et renforcées
Résultat 4 : Etablissement de réseau et services de maintenance efficaces	**130**	artisans locaux formés
	292 500	usagers bénéficient de services de maintenance

I.1.2. Malawi

Le projet est actif dans les 6 districts ciblés : Dowa, Salima, Kasungu, Ntchisi, Nchinji et Phalombe. Les réalisations pour les années 2014 et 2017 sont les suivantes:

RESULTATS OBTENUS	TOTAL	
Résultat 1 : aptitudes et pratiques d'hygiène et assainissement	**69**	communautés sensibilisées
	16 500	personnes sensibilisées
	3 300	latrines construites
Résultat 2 : amélioration durable de l'accès à l'eau	**9**	points d'eau construits bénéficiant à 6400 personnes
	40	points d'eau réhabilités bénéficiant à 23050 personnes
	41 535	personnes bénéficiaires
Résultat 3 : Etablissement / renforcement de dispositifs de gestion et entretien des systèmes AEP	**49**	nombre de comités de point d'eau formés
	69	nombre de comités villageois d'hygiène renforcés
Résultat 4 : Etablissement de réseau et services de maintenance efficaces	**9 726**	nombre d'ouvrages intégrés dans une démarche de maintenance préventive
	167	nombre d'opérateurs de maintenance
	83	nombre de boutiques ou de dépôts de pièces détachées
	1 237	nombre de contrats de maintenance préventive
	1 050 000	usagers bénéficient de services de maintenance

I.1.3. Madagascar

Le projet est actif à présent sur les districts de Fénérive Est et de Vavatenina dans la région Analanjirofo, le district de Farafangana dans la région Atsimo Atsinana, et le district de Manakara dans la région Vatovavy Fitovinany.

Durant la période de la CP II les résultats sont les suivants lors des visites en avril 2017 :

RESULTATS OBTENUS	TOTAL	
Résultat 1 : aptitudes et pratiques d'hygiène et assainissement	**99**	communautés sensibilisées
	9 554	personnes sensibilisées
	5 826	latrines construites
Résultat 2 : amélioration durable de l'accès à l'eau	**212**	points d'eau construits bénéficiant à 36 000 personnes
	23	points d'eau réhabilités bénéficiant à 23050 personnes
	36 000	personnes bénéficiaires
Résultat 3 : Etablissement / renforcement de dispositifs de gestion et entretien des systèmes AEP	**99**	nombre de comités de PE formés ou renforcés
	99	nombre de comités villageois d'hygiène renforcés
Résultat 4 : Etablissement de réseau et services de maintenance efficaces	**212**	nombre d'ouvrages intégrés dans une démarche de maintenance préventive
	12 + 4	Communes mettant en place la Maitrise d'ouvrages communale et un service technique communal
	99	nombre de contrats de délégation de gestion

I.1.4. Sierra Leone

Le projet est actif à présent dans 6 des 15 chefferies du nord du district de Bombali. Les réalisations entre 2014 et 2017 sont les suivantes :

RESULTATS OBTENUS	TOTAL	
Résultat 1 : aptitudes et pratiques d'hygiène et assainissement	**55**	communautés sensibilisées
	13 250	personnes sensibilisées
	669	latrines construites
Résultat 2 : amélioration durable de l'accès à l'eau	**22+25**	points d'eau construits bénéficiant
	4	points d'eau réhabilités bénéficiant
	15 400	personnes bénéficiaires
Résultat 3 : Etablissement / renforcement de dispositifs de gestion et entretien des systèmes AEP		nombre de comités de PE formés ou renforcés
	90	nombre de comités villageois d'hygiène renforcés
Résultat 4 : Etablissement de réseau et services de maintenance efficaces	**600**	nombre d'ouvrages intégrés dans une démarche de maintenance préventive
	16	nombre d'opérateurs de maintenance
	150 000	usagers bénéficient de services de maintenance

I.1.5. Mozambique

Le projet est actif à présent sur les districts de Memba et Nacala a Velha. Les réalisations entre 2014 et 2017 sont les suivantes :

RESULTATS OBTENUS	TOTAL	
Résultat 1 : aptitudes et pratiques d'hygiène et assainissement	**29**	communautés sensibilisées
	12 527	personnes sensibilisées
	2387	latrines construites

Résultat 2 : amélioration durable de l'accès à l'eau	**26**	points d'eau construits bénéficiant à 9100 personnes
	9100	personnes bénéficiaires
Résultat 3 : Etablissement / renforcement de dispositifs de gestion et entretien des systèmes AEP	**?**	nombre de comités de PE formés ou renforcés
	29	nombre de comités villageois d'hygiène renforcés
Résultat 4 : Etablissement de réseau et services de maintenance efficaces	**87**	nombre d'ouvrages intégrés dans une démarche de maintenance préventive
	6	nombre d'opérateurs de maintenance
	26 000	usagers bénéficient de services de maintenance

I.1.6. Haïti

Le projet est actif à présent sur les communes de Juanaria, Bouli et Thomonde. Les réalisations entre 2014 et 2017 sont les suivantes :

RESULTATS OBTENUS	TOTAL	
Résultat 1 : aptitudes et pratiques d'hygiène et assainissement	**2543**	familles sensibilisées
	12 715	personnes sensibilisées
	2245	latrines construites
Résultat 2 : amélioration durable de l'accès à l'eau	**9**	points d'eau construits bénéficiant à 2225 personnes
	1	points d'eau réhabilités bénéficiant à 567personnes
	2792	personnes bénéficiaires
Résultat 3 : Etablissement / renforcement de dispositifs de gestion et entretien des systèmes AEP	**16**	nombre de comités de PE formés ou renforcés
Résultat 4 : Etablissement de réseau et services de maintenance efficaces	**?**	nombre d'ouvrages intégrés dans une démarche de maintenance préventive
	~10	nombre d'opérateurs de maintenance
	?	usagers bénéficient de services de maintenance